



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 6 novembre 2009 (16.11)
(OR. en)**

15586/09

COPEN 224

NOTE DE TRANSMISSION

de:	Normunds Popens, représentant permanent, Représentation permanente de la Lettonie auprès de l'Union européenne
à:	Unité 2B - Coopération judiciaire pénale, direction 2 - Coopération judiciaire civile et pénale, direction générale H - Justice et Affaires intérieures, Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne
Objet:	Décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation - Lettre de notification de la Lettonie

Les délégations trouveront en annexe une lettre de notification de la Lettonie.

Objet: Mise en œuvre de la décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation

Le 14 juillet 2009 est entrée en vigueur en Lettonie une loi modifiant le code de procédure pénale aux fins de la mise en œuvre de la décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation (ci-après la "décision-cadre"). La décision-cadre prévoyant que chaque État membre fasse connaître les autorités centrales qui sont compétentes pour exécuter les décisions de confiscation, indique dans une déclaration les langues dans lesquelles la Lettonie acceptera les certificats, et communique le texte des dispositions transposant dans son droit national les obligations découlant de la décision-cadre, nous souhaitons notifier les informations ci-après.

L'article 3 de la décision-cadre prévoit que chaque État membre informe le secrétariat général du Conseil de l'autorité ou des autorités qui, conformément à sa législation, sont compétentes pour émettre et exécuter les décisions de confiscation. En outre, chaque État membre peut désigner, si cela est rendu nécessaire par son organisation interne, une ou plusieurs autorités centrales chargées d'assurer la transmission et la réception administratives des décisions de confiscation et d'assister les autorités compétentes. À cet égard, nous signalons qu'en Lettonie, l'autorité compétente pour l'exécution est tout tribunal de première instance, toute juridiction étant compétente pour l'émission. L'autorité centrale est le ministère de la justice de la République de Lettonie.

L'article 19, paragraphe 2, de la décision-cadre prévoit que tout État membre peut, soit lors de l'adoption de la décision-cadre, soit à une date ultérieure, indiquer dans une déclaration déposée auprès du secrétariat général du Conseil qu'il acceptera une traduction dans une ou plusieurs autres langues officielles des institutions des Communautés européennes. À cet égard, nous signalons que la Lettonie acceptera le certificat visé à l'article 4 de la décision-cadre établi en letton.

Enfin, l'article 22, paragraphe 2, de la décision-cadre dispose que les États membres communiquent au secrétariat général du Conseil et à la Commission le texte des dispositions transposant dans leur droit national les obligations découlant de la décision-cadre. Aussi joignons-nous en annexe un extrait du code de procédure pénale, à savoir les chapitres 71 et 72 de la partie C (coopération internationale dans le domaine pénal et juridique) ainsi que les sections 785¹, 801⁸, 801⁹, 801¹⁰, 801¹¹, 801¹², 801¹³, 801¹⁴, 801¹⁵, 801¹⁶, 809¹, 810⁴, 810⁵, 810⁶ et 810⁷.

Pour toute question sur ce sujet, il y a lieu de s'adresser à Mme Inga MELNACE, directeur adjoint, service du droit pénal, ministère de la justice (tél.: +371 67046102, courriel: inga.melnace@tm.gov.lv)

- Annexes: 1. Informations et déclaration notifiées par la Lettonie (1 page)
2. Extrait du code de procédure pénale (17 pages)

(Formule de politesse)

p.p. le représentant permanent

Jānis Sīlis
Conseiller

***Informations et déclaration notifiées faite par la République de Lettonie
conformément à la décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006
relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation***

Article 3 de la décision-cadre:

Autorité compétente de la Lettonie en qualité d'État d'exécution: tout tribunal de première instance

Autorité compétente de la Lettonie en qualité d'État d'émission: toute juridiction

Autorité centrale:

Tieslietu ministrija (ministère de la justice)

Brīvības bulv. 36 - Riga

LV-1536

Lettonie

Tél.: +371 67036801

+371 67285575

Télécopieur: +371 670720823

Courriel: tm.kanceleja@tm.gov.lv

Article 19, paragraphe 2, de la décision-cadre:

La Lettonie accepte à des fins d'exécution les décisions de confiscation établies en letton.
